

Utiliser les institutions démocratiques pour briser les aspirations démocratiques (le modèle du Brésil) : Vingt-cinquième lettre d'information (2019).



Saira Wasim

Chers amis, chère amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental : Institut de recherche sociale**.

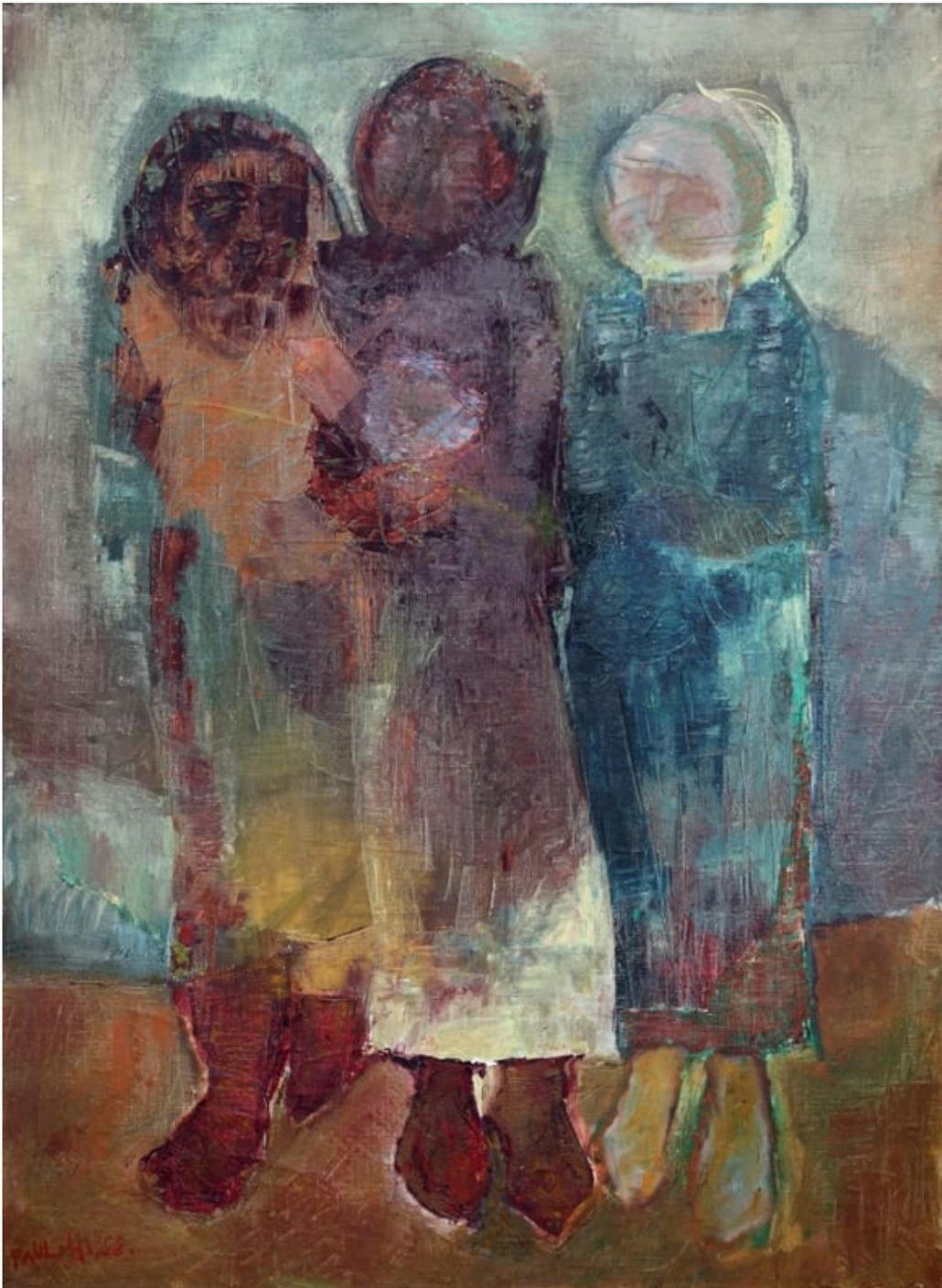
L'ancien président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva est incarcéré depuis avril 2018. Plus de quatre cents avocats brésiliens ont signé une **déclaration** qui exprime leur inquiétude face à ce qu'ils considèrent comme des irrégularités de procédure dans l'affaire qui le concerne. Ils demandent la libération immédiate de Lula. L'**Asociación Americana de Juristas** – une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès des Nations Unies – a qualifié Lula de prisonnier politique. Lula a été reconnu coupable de corruption et de blanchiment d'argent, malgré l'absence de preuves solides. Deux actions en justice contre lui restent inachevées.

Maintenant, d'autres preuves émergent de la collusion du juge principal et de l'enquêteur principal dans la poursuite de Lula grâce à l'excellent reportage de *The Intercept*. Les motivations politiques sont désormais inscrites au procès-verbal : ils ne voulaient pas, au nom de l'oligarchie, que Lula – qui reste extrêmement populaire – soit le candidat présidentiel 2018 du Parti du Travail (PT). La droite brésilienne a lancé une horrible campagne de diffamation contre les journalistes de The Intercept, notamment son rédacteur en chef, Glenn Greenwald. En utilisant les mêmes tactiques de haine, de misogynie et d'homophobie pour diffamer leurs journalistes, ils espèrent distraire et délégitimer les preuves accablantes de leurs tactiques corrompues.

La persécution politique de Lula est maintenant plus claire. Mais ce qui est encore flou pour beaucoup, c'est le véritable dossier contre lui. Les détails de son cas restent obscurs, beaucoup de ceux qui sympathisent avec Lula ne savent pas comment comprendre les accusations de corruption et son apparente conviction. Ce bulletin d'information a pour but de donner un aperçu de Lula et de l'affaire qui l'accable.



Qui est Lula ? Luiz Inácio Lula da Silva (73 ans), métallurgiste et dirigeant syndical, a participé à la fondation du PT, le principal parti de gauche du Brésil. Il a remporté deux élections consécutives pour gouverner le Brésil de 2003 à 2010. À la fin de son deuxième mandat, Lula avait un taux d'approbation de 86 % – le plus élevé de l'histoire du pays. Ses programmes de réduction de la pauvreté – en particulier ses programmes de lutte contre la faim – lui ont valu les éloges de son gouvernement dans le monde entier, c'est pourquoi certains **demandent** qu'il soit nommé pour le prix Nobel de la paix. La redistribution des revenus par le biais de programmes sociaux tels que Bolsa Família, Brasil sem Miséria, l'expansion du crédit, l'augmentation du travail décent et l'augmentation du salaire minimum ont sorti près de trente millions (sur 209 millions) de Brésiliens de la pauvreté. Le nombre de campus universitaires publics a plus que doublé, ce qui a entraîné une augmentation de **285%** du nombre d'Afro-brésiliens fréquentant les établissements d'enseignement supérieur. Le Brésil a remboursé ses dettes envers le FMI et le gouvernement a découvert une nouvelle réserve massive de pétrole dans le bassin de Santos, au large de São Paulo. Cette huile finira par changer la position stratégique du Brésil dans le monde.



Paul Guiragossian, *La Vendeuse de Fleurs*, 1985.

Pourquoi Lula a-t-elle été arrêtée ? Deux récits existent pour répondre à cette question. Le premier – le récit officiel, propagé par la bourgeoisie – est que Lula est en prison pour corruption et blanchiment d’argent. Ses affaires restent pendantes devant les tribunaux. Le parquet de Curitiba – dirigé par Deltan Dallagnol – était chargé d’une enquête sur les allégations de corruption au sein de l’entreprise énergétique brésilienne Petrobras. Parce qu’un lave-auto est devenu partie intégrante de l’enquête sur le blanchiment d’argent, l’Équipe spéciale a été connue sous le nom de Lava Jato (lave-auto). L’Équipe spéciale a mis au jour les activités d’entrepreneurs tels que l’OEA et Odebrecht, qui avaient – il s’avère – remodelé un appartement sur la côte et une ferme à l’intérieur du pays qui était censée appartenir à Lula. Selon le Groupe de travail, ces entreprises avaient obtenu des concessions de Petrobras. L’Équipe spéciale a fait valoir que Lula bénéficiait des contractants qui, à leur tour, ont bénéficié des largesses de l’État. Telle était l’allégation. Le deuxième récit – étayé par de récents reportages de The Intercept sur la collusion entre les principaux juges dans l’affaire contre Lula – montre des preuves de persécution politique et une tentative coordonnée d’empêcher Lula de remporter les élections présidentielles et de mettre un terme à l’agenda social progressiste du pays. Dans ce récit, les accusations de corruption portées contre Lula ont été fabriquées dans le but de récupérer le contrôle de la droite sur le gouvernement, malgré l’absence de preuves contre lui.



Lola Alvarez Bravo, *Unos suben y otros bajan*, 1940.

Y a-t-il des preuves contre Lula ? En fait, non. Les procureurs n'ont pas pu prouver que Lula avait déjà été propriétaire de l'appartement ou de la ferme. Ils n'ont pas non plus pu prouver que les entrepreneurs en tirent un avantage quelconque. Lula a été condamné – bizarrement – pour des actes non spécifiés. L'ancien directeur de l'OEA, Léo Pinheiro, qui avait été reconnu coupable de blanchiment d'argent et de corruption en 2014 et qui devait purger une peine de seize ans, a témoigné contre Lula ; pour cette preuve, sa peine a été réduite. Il n'y avait aucune preuve matérielle contre Lula.

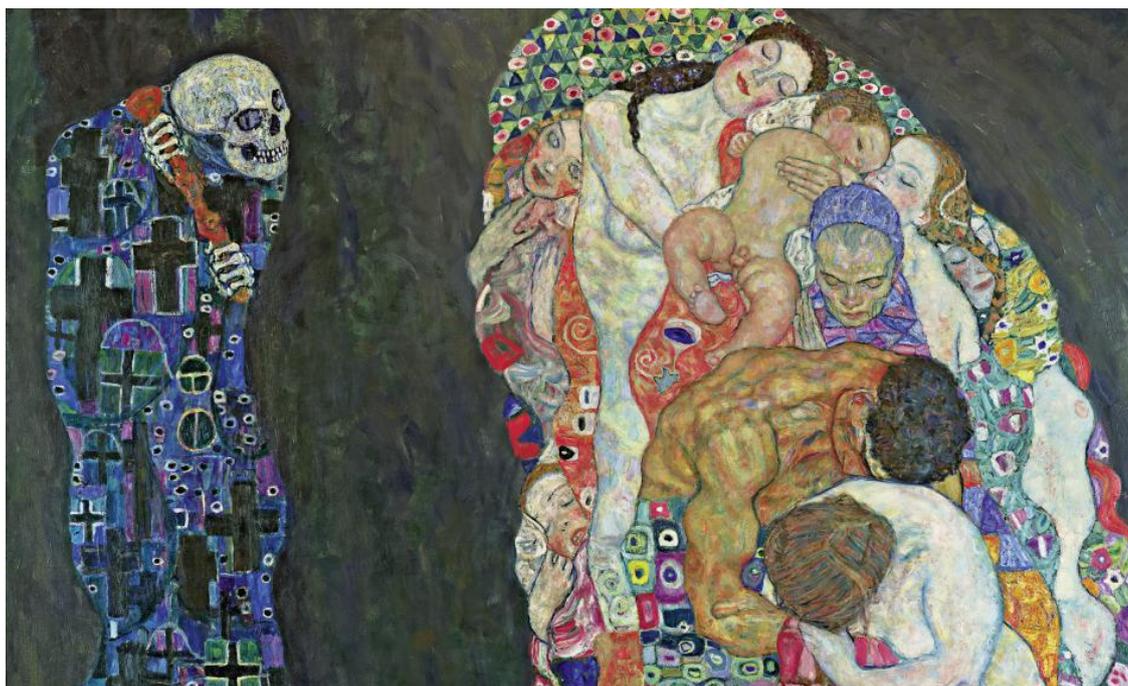
Qui a condamné Lula ? Le juge Sérgio Moro a condamné Lula. Il est devenu une célébrité et est maintenant ministre de la Justice dans le gouvernement de Jair Bolsonaro. Il est clair que Bolsonaro a gagné l'élection parce que Lula n'a pas été autorisé à se présenter. La condamnation de M. Moro a remis la présidence à M. Bolsonaro, qui l'a ensuite récompensé par la nomination de M. Moro au ministère. Moro n'a pas seulement jugé Lula à sa cour, mais aussi dans la cour de l'opinion publique. Les médias corporatifs étaient du côté de l'accusation, et les fuites de la cour ont créé une image de Lula comme l'ennemi du peuple. Bizarrement, la presse a souvent semblé avoir des informations du tribunal devant les avocats de la défense de Lula. Lorsque les avocats de Lula ont déposé une requête en habeas corpus pour le faire sortir de prison, le commandant en chef de l'armée a envoyé un message à la Cour suprême sur Twitter pour lui demander de ne pas accéder à cette requête. La pétition a été rejetée.



Yutaka Takanashi, *Tokyo-jin*, 1983.

Lula aurait-il dû être autorisé à se présenter aux élections présidentielles ? Le Code de procédure pénale brésilien stipule que l'on ne peut aller en prison que lorsque les recours sont épuisés. L'article 5 de la Constitution dispose : « Nul ne peut être considéré comme coupable avant d'avoir été condamné à une peine d'emprisonnement définitive et sans appel ». Pourquoi Lula est allé en prison nécessite une enquête. Le juge Moro a soutenu que c'était parce qu'il avait été reconnu coupable à la Cour d'appel en vertu d'une entente relative au plaidoyer. C'est obscur. Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a déclaré que Lula aurait dû être autorisé à se présenter à la présidence l'année dernière parce que ses appels n'avaient pas été épuisés. Non seulement le pouvoir judiciaire et les procureurs n'ont pas permis à Lula de se présenter, mais ils ne lui ont pas non plus permis de rencontrer la presse et d'influencer ainsi l'élection.

Quel a été le rôle des États-Unis dans l'enquête Lava Jato ? Bizarre comme les fonctionnaires du ministère américain de la Justice ont rendu visite au juge Moro au cours de l'enquête, et comme le procureur général adjoint Kenneth Blanco a **déclaré** en 2017 que les fonctionnaires de la justice américaine avaient des « communications informelles » sur le retrait de Lula de la course présidentielle. Le 6 mars 2019, le ministère américain de la justice a **déclaré** qu'il transférerait 80 % des amendes reçues de Petrobras au ministère public pour créer un « fonds d'investissement anti-corruption ». Il est juste de dire qu'il s'agit d'un **paiement** à l'équipe de Lava Jato pour son travail de retrait de Lula de la course présidentielle.



Gustav Klimt, *Guerre et vie*, 1910.

Quelle était la véritable corruption dans cette affaire ? Les messages semblaient constamment être échangés entre le Moro et l'équipe de Lava Jato dirigée par Dallagnol. Celles-ci ont été révélées par The Intercept et examinées par une série d'analystes médico-légaux et politiques. Il est clair que le juge et le procureur se sont entendus pour déclarer Lula coupable et l'enfermer. Le premier exemple de corruption est cette collusion effrontée entre deux parties du gouvernement. Le deuxième exemple de corruption est le rôle des États-Unis dans cette affaire et le paiement au département de Dallagnol pour les services rendus.

La persécution de Lula est une histoire qui ne concerne pas seulement Lula, ni uniquement le Brésil. Il s'agit là d'un test de la manière dont les oligarchies et l'impérialisme ont cherché à utiliser l'enveloppe de la démocratie pour saper les aspirations démocratiques de la population. C'est la méthodologie de la démocratie sans démocratie, un Village Potemkine du libéralisme.



Putli Ganju, *Harmonie de la vie*.

Au Tricontinental : Institute for Social Research, nous étudions ce phénomène de près. Vous avez déjà vu notre **dossier** sur la guerre hybride contre le Venezuela et notre **dossier** sur le droit au Brésil. L'arrestation de défenseurs des droits humains de Julian Assange à Ola Bini ainsi que l'arrestation de dénonciateurs de Chelsea Manning à David McBride font partie de cet effet dissuasif contre les sentinelles de la démocratie.



Un video au sujet d'Ola Bini, qui a été emprisonné pour plus que deux mois en Ecuador.

Nous prenons au sérieux cette éviscération de la démocratie. Nous allons nous pencher sur le rôle de l'argent dans les élections (cas type : Inde) et la suppression des électeurs, ainsi que sur la réduction de la « politique » à la fête des élections, la possibilité pour les États d'écraser les institutions fondamentales de la société civile, et le rôle de la paupérisation dans la défaite de l'esprit démocratique. Nous avons besoin d'une nouvelle théorie de la démocratie réelle. Vos suggestions de lectures et d'endroits à explorer sont requises.

Chaleureusement, Vijay.

PS : à la fin du mois, il y aura un symposium sur « La révolution aujourd'hui » : L'Islam politique et les tâches de la gauche' qui se tiendra en Tunisie (organisé par la chercheuse tricontinentale Ghassane Koumiya, avec la participation de tous nos bureaux). Il s'agit d'un événement de deux jours, que nous organisons aux côtés du Centre Ibn Rochd des Etudes et des Recherches.

**Traduit par Alexandre Bovey*

